



## Communiqué de presse

# Nominations ministérielles : sans surprise !

---

Les politiques de la santé, du logement, des transports ou encore de la fonction publique sont enfin attribuées dans ce gouvernement après un long mois d'atermoiements. L'ensemble du gouvernement maintenant connu continue à pencher dangereusement à droite, en particulier la nomination au ministère du logement de Guillaume Kasbarian qui a porté en tant que député une loi facilitant les expulsions locatives est un mauvais signal. La Fonction publique est attribuée de nouveau à Stanislas Guerini, avec une feuille de route rappelée dès la conférence de presse du Président de la République : mettre en œuvre une nouvelle étape de fragilisation du statut, favoriser un prétendu « mérite » pour refuser la revalorisation de toutes et tous pourtant nécessaire. Le calendrier de cette loi Fonction publique est desserré pour un passage au Parlement au deuxième semestre, la FSU est déterminée à mobiliser dans tous les cadres unitaires pour que la revalorisation du point d'indice et des mesures salariales et de carrière interviennent immédiatement, elle mobilisera pour cela les personnels dans le cadre de l'appel à la grève féministe le 8 mars et d'un appel à la grève dans toute la Fonction publique le 19 mars.

Concernant l'Éducation Nationale, il aura fallu quatre semaines de déclarations dénigrantes, mensongères et polémiques d'Amélie Oudéa-Castera pour que le Président Macron accède à la demande de la FSU de nommer une autre interlocutrice et un.e ministre de plein exercice. Le temps perdu est à la hauteur du mépris pour un ministère au bord de la rupture.

Pour autant, malgré cette nomination, la FSU n'est pas dupe de la façon dont le ministère sera géré, depuis l'Élysée et/ou Matignon, et sans concession avec les personnels. Ce long mois, dont le point d'orgue a été la forte mobilisation du 1er février et les actions des jours suivants, restera significatif de la perte de confiance des personnels envers un pouvoir politique mettant à mal la visée émancipatrice de l'École publique et les personnels qui la font au quotidien. Par ses déclarations, Amélie Oudéa-Castera aura mis au grand jour un financement et un fonctionnement de l'école privée engendrant un séparatisme social et scolaire grâce à des fonds publics, au détriment de l'École publique laissée à l'abandon. La politique éducative régressive menée depuis plusieurs années, qui s'accélère ces derniers mois, avec en particulier les mesures « *choc des savoirs* » et la réforme des lycées pros, n'a pour conséquence concrète que de détruire un peu plus le service public d'éducation. La FSU interpelle solennellement la ministre : ses premières déclarations seront très scrutées. Son premier acte ne peut être de s'asseoir sur la parole, dans la rue et les instances, des personnels sur les salaires, le choc des savoirs et l'avenir de la voie professionnelle? Dans une École publique en crise et en colère, cela sonnerait comme une véritable provocation !

Inclusion sans moyens, non remplacements chronique, effectifs bien trop élevés, droits des personnels bafoués, fermetures de classes et de postes ... mais aussi absence de véritable reconnaissance salariale sont autant d'éléments qui provoquent mal être et souffrance au travail et qui nécessitent des moyens en création de postes et en revalorisation ainsi qu'une réorientation profonde de la politique éducative.

Contre le tri social organisé et les attaques envers les services publics et leurs agents, la FSU défendra sans relâche auprès du nouveau gouvernement un projet émancipateur pour nos élèves, des services publics de qualité pour les usager-es et des moyens pour améliorer les conditions d'exercice des personnels.

Bagnolet, le 8 février 2024